



# ASSEMBLÉE NATIONALE

## 14ème législature

politique énergétique

Question au Gouvernement n° 1937

Texte de la question

FILIÈRE NUCLÉAIRE

**M. le président.** La parole est à M. Bernard Accoyer, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire.

**M. Bernard Accoyer.** Monsieur le ministre de l'économie et du redressement productif, la commission d'enquête sur le coût de la filière nucléaire et la fermeture de Fessenheim a démontré que la filière nucléaire était un atout pour la France.

**M. Damien Abad.** Eh oui !

**M. Bernard Accoyer.** Elle est un atout pour notre indépendance énergétique, l'atout de l'excellence d'une filière industrielle de renommée mondiale comptant 400 000 emplois directs et indirects, un atout pour le coût de l'électricité, pour le pouvoir d'achat des ménages et la compétitivité des entreprises, un atout pour la lutte contre le réchauffement climatique, où la France est en pointe.

La promesse de François Hollande en campagne, résultat d'un marchandage électoral avec les Verts, de réduire de 75 à 50 % la part du nucléaire dans le mix électrique et de fermer la centrale de Fessenheim apparaît aujourd'hui comme une aberration économique et sociale, totalement irresponsable : irresponsable quant à l'approvisionnement électrique de la France, irresponsable quant à l'emploi industriel et la compétitivité des entreprises, irresponsable quant à son coût pour les finances publiques, de plusieurs centaines de milliards, dont près d'une dizaine pour le seul démantèlement de Fessenheim et ses quelque 2 200 emplois directs.

Monsieur le ministre, comment entendez-vous défendre dans la future loi sur la transition énergétique nos filières industrielles, nos entreprises et nos emplois ? *(Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.)*

**M. le président.** La parole est à Mme la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie.

**Mme Ségolène Royal, ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie.** Monsieur le président Accoyer, vous avez participé à la commission d'enquête sur les coûts du nucléaire, et nous y avons débattu de manière très constructive. L'Assemblée nationale sera prochainement saisie du projet de loi sur la transition énergétique, qui permettra de fixer le cadre du nouveau modèle énergétique français.

**M. Christian Jacob.** Après qu'il a été reporté !

**Mme Ségolène Royal, ministre.** Je ne souhaite pas voir les énergies opposées les unes aux autres. Vous avez évoqué les performances de la filière nucléaire française : avec cette filière, qui compte 200 000 salariés, ingénieurs, techniciens, ouvriers de très grande qualité, nous disposons de forces industrielles et d'un savoir-

faire mondialement reconnus. Mais comme chacun sait, et c'est l'objectif du texte qui sera prochainement déposé sur le bureau de l'Assemblée, nous devons, dans l'intérêt général, diversifier nos sources énergétiques.

Je compte sur des travaux constructifs, sur tous les bancs de cette assemblée, pour que les Français, qui au bout du compte paient, dans leur facture d'électricité, nos choix stratégiques, aient le droit à la transparence, à l'information et à la visibilité. C'est ainsi que nous pourrons construire tous ensemble notre nouveau modèle énergétique. *(Applaudissements sur quelques bancs du groupe SRC.)*

**M. François de Rugy.** Très bien.

## Données clés

**Auteur :** [M. Bernard Accoyer](#)

**Circonscription :** Haute-Savoie (1<sup>re</sup> circonscription) - Les Républicains

**Type de question :** Question au Gouvernement

**Numéro de la question :** 1937

**Rubrique :** Énergie et carburants

**Ministère interrogé :** Écologie, développement durable et énergie

**Ministère attributaire :** Écologie, développement durable et énergie

## Date(s) clé(s)

**Question publiée au JO le :** [11 juin 2014](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [11 juin 2014](#)